

accord commercial avec les Etats-Unis? Pourquoi n'y annonce-t-on pas la conclusion d'un accord de réciprocité entre le Canada et les Etats-Unis? Au cours de la dernière session, le premier ministre et certains honorables membres de la droite nous ont affirmé que les Etats-Unis constituent un marché naturel pour les produits canadiens. Le premier ministre est allé à Washington où il a eu une longue et agréable entrevue avec le président des Etats-Unis. La presse de notre pays paraissait croire que nous étions sur le point de conclure un traité de réciprocité avec Washington, au moins quant à certains articles de commerce. Mais on n'en a rien fait. On ne s'est pas occupé de faire aucun arrangement avec la république voisine qui, d'après un des orateurs d'aujourd'hui, constitue notre débouché naturel. Qu'est-ce que les Etats-Unis ont fait? Qu'ont fait la Grande-Bretagne et d'autres pays? Nous apprenons par les journaux que la Grande-Bretagne a conclu des accords avec l'Argentine et d'autres pays. Pourquoi le Canada n'a-t-il pas conclu d'arrangements analogues? Le président des Etats-Unis a dit bien souvent qu'il est disposé à conclure des accords commerciaux avec d'autres pays si ces derniers sont disposés à discuter la chose avec lui. Depuis un an, plusieurs personnages importants des Etats-Unis ont déclaré que le gouvernement américain est prêt à négocier des accords avec notre pays. Et cependant nos honorables amis de la droite n'ont rien fait; ils ne s'en sont aucunement occupés. Il résulte que ce grand débouché, qui ferait tant l'affaire des agriculteurs de l'Ouest ainsi que du reste du Canada et qui améliorerait grandement nombre d'industries canadiennes, demeure absolument dans l'état où il était lors de l'arrivée du Gouvernement actuel au pouvoir. Nous avons raison de nous attendre à plus que cela de la part du Gouvernement depuis un an.

Qu'est-ce que le Gouvernement a à offrir à l'agriculture en sus du prolongement des accords temporaires avec l'Allemagne et l'Autriche? C'est tout ce qu'il peut offrir en fait de traités de commerce. Le discours du trône contient cependant le passage suivant:

Les prix des produits agricoles, qui avaient atteint ces années dernières les niveaux les plus bas de l'histoire, ont montré, depuis quelques mois, une forte tendance vers la hausse.

Voilà de bonnes nouvelles pour les agriculteurs. Cela peut avoir pour but de faire voir les résultats de la politique du Gouvernement, mais rien n'y indique aucunement la part que le Gouvernement a prise dans l'amélioration de la situation. Et plus loin:

Mon gouvernement réalise toutefois que de nouveaux accroissements dans les niveaux des

prix sont indispensables au succès des agriculteurs. Vous serez invités à étudier une loi tendant à favoriser la vente avantageuse des produits des industries animales et agricoles.

Nous voici rendus à la cinquième session de la présente législature et à la quatrième année du régime actuel, et tout ce que le Gouvernement paraît avoir pu faire jusqu'ici pour l'agriculture se trouve indiqué dans le passage suivant:

Vous serez invités à étudier une loi tendant à favoriser la vente avantageuse des produits des industries animales et agricoles.

En supposant que cela ait quelque valeur, pourquoi n'a-t-on pas présenté une loi de ce genre il y a deux ou trois ans? Pourquoi nous a-t-il fallu attendre jusqu'à la présente session, qui sera peut-être la dernière de cette législature, pour apprendre que nous allons être invités à étudier un tel projet de loi? J'affirme que le Gouvernement n'a rien fait pour l'agriculture qui vaille la peine qu'on en parle. Quant à la valeur de cette proposition, j'attendrai qu'on nous la soumette avant de la commenter.

L'été dernier, lors de mon passage dans l'Ouest canadien, j'ai consacré beaucoup de temps à recueillir sur place, non pas dans les villes, mais dans les campagnes et dans les petits centres, des renseignements sur la situation agricole. Je me suis rendu compte par moi-même des conditions agricoles dans l'Ouest. C'est ainsi que j'ai pu comprendre, plus que j'eusse pu le faire autrement, la grande détresse de cette partie de notre pays. Je doute qu'il soit possible d'exagérer les difficultés extrêmes auxquelles les gens de certaines régions agricoles de l'Ouest canadien sont en butte. Une chose qui m'a vivement impressionné au cours de mon voyage, c'est que le Gouvernement, au lieu d'alléger le fardeau qui pèse sur les agriculteurs, l'a alourdi. En relevant le tarif, il a alourdi formidablement le fardeau qui écrase la classe agricole. On a ainsi rendu plus onéreux le coût de la vie à une grande partie de notre population, celle qui a peut-être le plus souffert de la dureté des temps. Le prix des vêtements, des chaussures, des matériaux de construction, des instruments aratoires est maintenant plus élevé.

Une VOIX: Et le sucre.

Le très hon. MACKENZIE KING: Oui, celui du sucre aussi et d'un grand nombre d'autres articles nécessaires à la vie. Tout ceci en un temps où les cultivateurs passent par le plus dur moment de leur existence, à cause du prix peu élevé que commandent leurs produits et du manque de récoltes. Au Canada, il faudrait s'appliquer à réduire au mi-